



REVUE DE PRESSE DU 23/04/2017

- 1- Le gouverneur de la Banque d'Algérie, M. Mohamed Loukal, a déclaré samedi à Washington que les pays de la région Mena continuaient à faire face à la chute des cours de pétrole, soulignant les efforts d'ajustement économique entrepris pour faire face à la crise. S'exprimant lors de la réunion du Comité monétaire et financier du FMI, M. Loukal a indiqué que la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, ainsi que le Pakistan et l'Afghanistan, continuent à faire face aux défis croissants de la chute des prix du pétrole et à des problèmes de sécurité dans certains de ces pays.

APS.

- 2- Les envois de fonds vers l'Algérie se sont chiffrés à deux milliards de dollars en 2016, soit le même montant transféré en 2015 par la diaspora algérienne, selon un rapport de la Banque mondiale (BM), publié vendredi à Washington. Le montant représente 1,2 % du Pib de l'Algérie en 2016 précise la BM dans son rapport sur la migration et le développement, publié en marge de ses réunions de printemps qui se tiennent à Washington. Les envois de fonds par la diaspora algérienne restent, cependant, moins importants comparés à ceux drainés par d'autres pays de la région du Moyen-Orient et Afrique du Nord (Mena).

APS.

- 3- L'Algérie a pris part jeudi à la réunion du Groupe intergouvernemental des vingt quatre (G24), tenue en marge des réunions de printemps du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. La réunion a été axée sur la gestion de la croissance en période d'incertitude, le financement du développement et la réforme des institutions de Bretton Woods. Dans son communiqué final sanctionnant sa réunion, le G24 a appelé les banques multilatérales de développement à mettre en œuvre leur déclaration conjointe soutenant les investissements dans les infrastructures.

APS.

- 4- Le déficit commercial de l'Algérie a atteint 2,74 milliards de dollars (mds usd) au premier trimestre de 2017, contre un déficit de 5,54 mds usd sur la même période de 2016, en baisse de 2,8 mds usd correspondant à un recul de plus de 50% du déficit entre les deux périodes de comparaison, a appris l'APS auprès des Douanes. Les exportations ont augmenté à 8,944 mds usd, contre 6,32 mds de dollars à la même période de 2016, soit une augmentation de 2,62 mds usd correspondant à une hausse de 41,52%, précise le Centre national de l'informatique et des statistiques des Douanes (CNIS).

APS.



- 5- Le secteur des assurances a réalisé une croissance de 2% en 2016, tirée par une forte évolution des assurances de personnes alors que les assurances de dommages ont affiché une relative stagnation (+0,6%), selon un bilan provisoire du Conseil national des assurances (CNA) et l'Union algérienne des assureurs et des réassureurs (UAR). Le chiffre d'affaires du secteur a atteint 133,9 milliards de dinars (mds DA) à la fin 2016, y compris les acceptations internationales (la réassurance de la CCR consacrée aux affaires internationales), contre un chiffre d'affaires de 131,17 mds DA en 2015, a indiqué M. Abdelhakim Benbouabdellah, secrétaire général du CNA, lors d'une conférence de presse animée conjointement avec le président de l'UAR, M. Brahim Djamel Kassali, et d'autres responsables du secteur.

APS.

- 6- Le Ministre de l'Énergie, Noureddine Bouterfa, a estimé, jeudi à Médéa, nécessaire de "commencer à convertir nos richesses en hydrocarbure" et de "développer davantage l'industrie pétrochimique" en Algérie, de manière à réduire l'impact des fluctuations des marchés internationaux. L'industrie pétrochimique "va constituer un des axes majeurs de la politique de valorisation des hydrocarbures prôné par le gouvernement", a souligné le ministre qui s'exprimait en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya, affirmant que cette option "va contribuer à amortir les effets induits par la chute du prix du baril de pétrole."

APS.

- 7- Les représentants de plusieurs organisations africaines se sont réunis samedi à Alger pour discuter de la mise en œuvre du "livre blanc" pour l'emploi en Afrique, un document adopté par le Sommet des Partenaires Sociaux pour l'Emploi en Afrique, tenu en 2015 à Casablanca. Ce "livre blanc" s'articule autour de quatre thèmes principaux, selon les plans d'actions nationaux adoptés à Tunis en décembre 2016, à savoir la mise en place d'une approche sectorielle à la création d'emploi, basée sur l'agriculture, l'énergie et les TIC, la promotion du dialogue social pour développer des politiques de l'emploi au niveau national, la promotion du rôle des PME, de l'entrepreneuriat et de l'économie sociale pour construire des chaînes de valeur et un écosystème favorable au profit du secteur privé fort, ainsi que le développement des compétences et l'employabilité.

APS.

- 8- Un accord de transport aérien a été signé entre l'Algérie et le Gabon, qui permettra à Air Algérie et à Tassili Airlines de desservir le Gabon, apprend-on auprès de sources diplomatiques. Cet accord a été paraphé jeudi dernier dans la capitale gabonaise par le directeur de l'aviation civile et de la météorologie au ministère des Travaux publics et des Transports, Smain Youcef Azizi, et le directeur général de l'aviation civile gabonaise, Dominique Oyinamono.

APS.



- 9- Le concessionnaire automobile KIV Group et le constructeur chinois Foton spécialisé dans la fabrication de véhicules lourds ont signé jeudi à Alger un contrat pour la création d'une société mixte Foton Motors Algérie aux fins d'installation d'une usine de montage et de fabrication de camions à Annaba. Le document a été paraphé par le directeur général du KIV Group, Ahcene Khodja, et le vice-président du groupe chinois Foton, Yang Guotao, en présence de responsables du ministère de l'Industrie et des mines.

APS.

- 10- Les leaders de partis politiques engagés dans les élections législatives du 4 mai prochain ont appelé samedi dans leurs sorties publiques, les citoyens à voter en force afin de contribuer au succès de ce processus électoral et, par conséquent, garantir la stabilité du pays et son unité nationale. Le secrétaire général du parti Front de libération nationale (FLN), Djamel Ould Abbas, a appelé, à Mostaganem, au 14ème jour de la campagne électorale pour les législatives du 4 mai prochain, les citoyens à aller voter en masse le jour du scrutin.

APS.



A lire :

Le gouverneur de la Banque d'Algérie souligne l'importance de l'ajustement économique face à la chute des prix de pétrole

WASHINGTON - Le gouverneur de la Banque d'Algérie, M. Mohamed Loukal, a déclaré samedi à Washington que les pays de la région Mena continuaient à faire face à la chute des cours de pétrole, soulignant les efforts d'ajustement économique entrepris pour faire face à la crise.

S'exprimant lors de la réunion du Comité monétaire et financier du FMI, M. Loukal a indiqué que la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, ainsi que le Pakistan et l'Afghanistan, continuent à faire face aux défis croissants de la chute des prix du pétrole et à des problèmes de sécurité dans certains de ces pays.

M. Loukal est intervenu à cette réunion au nom de sept pays que sont l'Algérie, l'Afghanistan, le Ghana, l'Iran, le Maroc, le Pakistan et la Tunisie.

Le gouverneur a mis l'accent durant son intervention sur les efforts d'ajustement économique et les réformes entrepris par les pays exportateurs de pétrole depuis que les cours ont amorcé leur baisse en 2014.

Il a relevé, en particulier, l'importance de l'adoption de stratégies de diversification économique et du rôle que doit jouer la politique budgétaire en conjonction avec des réformes structurelles pour soutenir la croissance.

"Nonobstant les différences en matière de marges de manœuvre ou d'espaces budgétaires, poursuivre des politiques budgétaires pro-croissances est toujours possible et doivent accorder la priorité aux investissements d'infrastructure et au développement du capital humain tout en ciblant les subventions et en augmentant les dépenses pour protéger les segments vulnérables des populations", a-t-il expliqué.

Mais il a tenu à préciser que ces politiques d'ajustement "doivent être adaptées aux circonstances spécifiques des pays, être de nature à libérer le potentiel d'innovation et donner la priorité à l'efficacité, la concurrence et le renforcement du capital humain".

Le gouverneur a plaidé, à ce titre, pour la poursuite du soutien du FMI aux pays à faible revenu, aux Etats fragiles et aux petits Etats, tout en soutenant les Objectifs de développement durable à l'horizon 2030.

"Le FMI, la Banque Mondiale et les banques régionales de développement devraient poursuivre leur soutien à cet élan d'ajustement et de réformes", a-t-il indiqué en constatant que "la mise en œuvre des réformes structurelles a varié selon les pays de la région et devraient s'accélérer pour accroître la croissance potentielle et l'emploi et réduire la pauvreté".

Le gouverneur a, par ailleurs, réitéré l'appel des sept pays pour finaliser la 15ème revue générale des quotes-parts, en adoptant une nouvelle formule de calcul au plus tard à la date des réunions de printemps de 2019.



Cette révision devrait aboutir à "une juste représentation des pays émergents et en développement, tout en protégeant les quotes-parts relatives des pays les plus pauvres", a-t-il ajouté.

Abordant les perspectives de l'économie mondiale, M. Loukal a noté que la reprise se "raffermit modérément" et "présage de meilleures perspectives à moyen terme, particulièrement si une demande plus robuste dans les pays avancés venait à accompagner l'élan, déjà solide, fourni par la Chine et d'autres économies émergentes".

Cependant, "les perspectives demeurent obscurcies par une multitude de risques qui pourraient contrarier la fragile reprise", a-t-il estimé.

Outre les risques familiers liés aux legs de la crise et au resserrement des conditions financières mondiales, l'économie mondiale fait face maintenant à "des risques nouveaux liés à l'incertitude en matière de politiques économiques dans les pays avancés, à la résurgence d'agendas populistes et intravertis menaçant le système de coopération commerciale et économique mondiale et aux tensions géopolitiques accrus et conflits durables", a relevé M. Loukal.

"Nous devons, par conséquent, demeurer vigilants face à ces risques, anciens et nouveaux, et agir de manière décisive pour éviter toute rechute, dans cette conjoncture critique de l'économie mondiale", a-t-il enchaîné.

A ce propos, le gouverneur de la Banque d'Algérie a soutenu que l'approche basée sur trois piliers du FMI, telle que prônée dans l'agenda global de politiques de la directrice générale du FMI, "constitue un plan de charge utile pour soutenir la reprise en cours".

Il s'agit de poursuivre des politiques monétaires accommodantes dans les pays avancés, des politiques budgétaires plus favorables à la croissance, des réformes structurelles intensifiées pour accroître la croissance et la résilience.

"Ce sont des pré requis pour renforcer le momentum de croissance économique et préserver la stabilité financière", a-t-il indiqué.

"A l'évidence, les circonstances spécifiques des pays dicteront le mix de politiques des cas individuels, mais une plus grande cohérence doit être assurée au plan global", a recommandé M. Loukal.

APS.

-FIN-